

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2010

8 octobre 2010

PROPOSITION DE LOI

**visant à modifier l'article 433quinquies
du Code pénal afin d'étendre la définition
de la traite des êtres humains
à l'exploitation sexuelle**

(déposée par Mme Nahima Lanjri et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2010

8 oktober 2010

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 433quinquies
van het Strafwetboek teneinde de definitie
van mensenhandel uit te breiden
tot seksuele uitbuiting**

(ingediend door Mevrouw Nahima Lanjri c.s.)

RÉSUMÉ

Telle qu'elle est définie à l'article 433quinquies, § 1^{er}, 1^o, du Code pénal, l'exploitation sexuelle en tant que forme de traite des êtres humains est limitée à l'exploitation de la pédopornographie et de la prostitution. La présente proposition de loi vise à étendre cette définition à toutes les formes d'exploitation sexuelle.

SAMENVATTING

De huidige definitie van seksuele uitbuiting als vorm van mensenhandel, zoals uiteengezet in artikel 433quinquies, § 1, 1^o, is beperkt tot uitbuiting van kinderpornografie en prostitutie. Dit wetsvoorstel strekt er toe deze definitie uit te breiden tot alle vormen van seksuele exploitatie.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
sp.a	:	socialistische partij anders	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
PP	:	Parti Populaire	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail : publications@laChambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition 4-1589/1 du Sénat.

La loi du 10 août 2005 modifiant diverses dispositions en vue de renforcer la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et contre les pratiques des marchands de sommeil a inséré un nouvel article 433*quiquies* dans le Code pénal. Cet article définit clairement la notion de traite des êtres humains qui se distingue donc de celle de trafic d'êtres humains, définie à l'article 77*bis* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Ces modifications légales ont permis à la Belgique de satisfaire à diverses dispositions du droit international.

La loi du 10 août 2005 représente assurément une avancée importante dans la lutte contre la traite des êtres humains. L'infraction de traite des êtres humains est définie comme le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne et de passer ou de transférer le contrôle exercé sur elle, dans le but d'exploiter cette personne. La loi énumère ensuite limitativement les types d'exploitation suivants:

1. l'exploitation de la prostitution ou de la pédopornographie;
2. l'exploitation de la mendicité;
3. le fait de mettre au travail ou de permettre la mise au travail d'une personne dans des conditions contraires à la dignité humaine;
4. le prélèvement d'organes;
5. le fait de forcer une personne à commettre un crime ou un délit contre son gré.

Cette liste décrit bien les types d'exploitation, mais n'adopte pas toujours la même approche. Ainsi, l'exploitation sexuelle visée au point 1° est décrite sur la base d'une énumération limitative: l'infraction concernée y est limitée à la prostitution et à la pédopornographie. En revanche, pour l'exploitation économique définie au point 3°, au lieu d'opter pour une approche limitative, le législateur a préféré parler de "conditions contraires à la dignité humaine".

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel 4-1589/1 van de Senaat.

De wet van 10 augustus 2005 met het oog op de versterking van de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel en tegen praktijken van huisjesmelkers, vulde het Strafwetboek aan met een nieuw artikel 433*quiquies*. In dit artikel wordt het begrip mensenhandel duidelijk gedefinieerd en wordt er onderscheid gemaakt met mensensmokkel, dat nu in artikel 77*bis* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt omschreven. Met deze wetswijzigingen kwam België tegemoet aan verschillende internationale wetgevende bepalingen.

De wet van 10 augustus 2005 betekent zeker een hele verbetering in de strijd tegen de mensenhandel. Onder het misdrijf mensenhandel wordt verstaan de werving, het vervoer, de overbrenging, de huisvesting, de opvang van een persoon, de wisseling of de overdracht van de controle over hem teneinde deze persoon uit te buiten. De sectoren van uitbuiting worden vervolgens in de wet limitatief opgesomd. Het betreft de volgende punten:

1. uitbuiting van prostitutie of kinderpornografie;
2. uitbuiting van bedelarij;
3. het aan het werk zetten of het laten aan het werk zetten in omstandigheden die in strijd zijn met de menselijke waardigheid;
4. het wegnemen van organen;
5. de persoon tegen zijn wil een misdaad of wanbedrijf te doen plegen.

De lijst van sectoren is goed uitgewerkt. Toch bestaat er een duidelijk verschil in benadering tussen de sectoren onderling. Zo heeft men in het geval van seksuele exploitatie, dat in het eerste punt wordt omschreven, gekozen voor een limitatieve opsomming. Het misdrijf wordt hier beperkt tot prostitutie of kinderpornografie. Voor de omschrijving van economische uitbuiting daarentegen, uiteengezet in punt drie, heeft de wetgever niet voor een limitatieve aanpak gekozen. Hier is geopteerd om het begrip "in omstandigheden die in strijd zijn met de menselijke waardigheid" te hanteren.

Ce dernier choix présente le grand avantage de permettre une interprétation plus large sur la base de la jurisprudence, l'interprétation n'étant pas limitée aux cas spécifiques qui sont cités dans la loi. Selon l'auteur, cette approche est bien plus intéressante pour lutter contre la traite des êtres humains qui, à l'instar de l'ensemble du secteur criminel, évolue sans cesse et se professionnalise de plus en plus. Cela vaut certainement aussi pour les infractions relatives à l'exploitation sexuelle.

Il en résulte que certains faits qui devraient en fait être punis comme une infraction de traite des êtres humains ne sont pas mentionnés dans la liste des cas d'exploitation sexuelle. Plusieurs rapports font état de ce problème, notamment le dernier rapport publié par l'ONG *Human Rights without Frontiers International* à propos de la traite des êtres humains en Belgique, lequel recommande d'étendre la définition de l'exploitation sexuelle à toutes les formes de ce type d'exploitation¹. Dans son rapport de 2007 sur la traite et le trafic des êtres humains, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme plaide lui aussi en faveur d'une extension dans ce sens². Sur la base des dossiers dans lesquels le Centre se constitue partie civile, il constate en effet que la définition actuelle de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle ne vise pas toutes les formes d'exploitation.

Le "dossier V" est un exemple dans lequel l'accusé exploitait sexuellement ses victimes, mais n'a toutefois pas été condamné pour traite des êtres humains³. Dans ce dossier, le principal prévenu a été poursuivi sur la base de l'article 433quinquies, § 1^{er}, 1^o et 3^o, du Code pénal. On lui reprochait, d'une part, d'avoir recruté des jeunes filles roumaines en vue d'exploiter leur prostitution et, d'autre part, d'avoir mis au travail ces filles ainsi que d'autres Roumains dans des conditions contraires à la dignité humaine. Tant le tribunal correctionnel de Charleroi que la cour d'appel de Mons ont jugé qu'il était question de traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail. Mais les deux juridictions ont conclu que le dossier ne prouvait pas avec certitude que le prévenu avait l'intention d'exploiter la débauche ou la prostitution des jeunes filles qu'il a fait venir de Roumanie. En réalité, il ressortait clairement du dossier judiciaire que le prévenu avait fait venir ces jeunes filles également dans le but d'assouvir ses pulsions sexuelles. On peut dès lors se demander si les verdicts judiciaires auraient été différents si le chef d'inculpation de "traite des êtres humains" visait toute forme d'exploitation

Het grote voordeel van deze laatste werkwijze is dat men op basis van de rechtspraak het begrip ruimer kan interpreteren. Men is immers niet gebonden aan de specifiek opgesomde gevallen. Volgens de indieners heeft deze aanpak een groot voordeel in de strijd tegen de mensenhandel. Dit is immers een fenomeen dat, net zoals de gehele criminele sector, voortdurend evolueert en zich steeds meer professionaliseert. Dat geldt zeker ook voor de misdrijven in verband met seksuele uitbuiting.

Het gevolg is dat er gevallen voorkomen die eigenlijk bestraft zouden moeten worden als mensenhandel, maar die buiten de opsomming van seksuele uitbuiting vallen. In verschillende rapporten wordt dit probleem aangekaart. Zo staat in het laatste rapport van de NGO *Human Rights without Frontiers International* over mensenhandel in België een aanbeveling om de definitie van seksuele uitbuiting uit te breiden naar alle vormen van seksuele exploitatie¹. Ook het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding pleit voor een uitbreiding in die zin in zijn jaarverslag *Mensenhandel en mensensmokkel van 2007*². Doorheen de verschillende dossiers waarin het zich burgerlijke partij stelt, stelt het Centrum immers vast dat de huidige definitie inzake mensenhandel met het oog op seksuele exploitatie niet alle uitbuitingsvormen omvat.

Een voorbeeld van een dossier waar de beschuldigde seksueel misbruik maakte van zijn slachtoffers, maar toch niet veroordeeld werd voor mensenhandel is het "dossier-V." ³. De hoofdbeklaagde werd vervolgd op grond van artikel 433quinquies, § 1, 1^o en 3^o van het Strafwetboek. Men verweet hem enerzijds jonge Roemeense vrouwen te hebben geronseld met het oog op de uitbuiting van hun prostitutie en anderzijds diezelfde jonge vrouwen en andere Roemenen aan het werk te hebben gezet in omstandigheden strijdig met de menselijke waardigheid. Zowel de correctionele rechtbank van Charleroi als het hof van beroep van Bergen oordeelden dat er sprake was van mensenhandel met het oog op uitbuiting door arbeid. Beide rechtscollages besloten echter dat het dossier niet met zekerheid aantoonde dat de beklaagde van plan was om de ontucht of de prostitutie uit te buiten van de jonge vrouwen die hij uit Roemenië liet komen. In werkelijkheid bleek uit het gerechtelijk dossier duidelijk dat deze beklaagde de jonge vrouwen ook liet komen om zijn seksuele driften te bevredigen. Men kan zich dan ook afvragen of de gerechtelijke beslissingen anders zouden hebben geluid indien de

¹ *Human Rights without Frontiers International, Trafficking in Human Beings in Belgium, 2007-2008, Brussels, 2009.*

² *Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, La traite et le trafic des êtres humains, rapport annuel 2007, Bruxelles, 2008.*

³ *Idem*, pp. 97-100.

¹ *Human Rights without Frontiers International, Trafficking in Human Beings in Belgium, 2007-2008, Brussels, 2009.*

² *Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding, Mensenhandel en -smokkel, jaarverslag 2007, Brussel, 2008.*

³ *Idem*, blz. 97-100.

sexuelle et pas seulement l'exploitation de la débauche ou de la prostitution.

Afin de faire en sorte que les faits de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle puissent être poursuivis comme tels, la présente proposition de loi vise à étendre la définition de l'exploitation sexuelle, établie à l'article 433*quiquies* du Code pénal, à toute forme d'exploitation sexuelle. À cet effet, l'auteur choisit de reprendre la définition formulée dans la décision-cadre du 19 juillet 2002 du Conseil de l'Union européenne relative à la lutte contre la traite des êtres humains⁴. La conformité de la proposition de loi à la réglementation européenne est ainsi garantie.

aanklacht "mensenhandel" betrekking had gehad op elke vorm van seksuele uitbuiting en niet alleen op de uitbuiting van de ontucht of de prostitutie.

Teneinde situaties waarin sprake is van mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting als dusdanig te kunnen vervolgen, heeft dit wetsvoorstel tot doel de definitie van seksuele uitbuiting in artikel 433*quiquies* van het Strafwetboek uit te breiden tot alle vormen van seksuele exploitatie. De indieners verkiezen daarbij de definitie over te nemen die in het kaderbesluit van 19 juli 2002 van de Raad van de Europese Unie inzake de bestrijding van mensenhandel wordt geformuleerd⁴. Op die manier is het wetsvoorstel zeker in overeenstemming met de Europese regelgeving.

⁴ Décision-cadre n° 2002/629/JAI.

⁴ Kaderbesluit nr. 2002/629/JBZ.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Telle qu'elle est définie à l'article 433*quinqüies*, § 1^{er}, 1°, du Code pénal, l'exploitation sexuelle en tant que forme de traite des êtres humains est limitée à l'exploitation de la pédopornographie et de la prostitution. La modification proposée ci-après vise à étendre cette définition à toutes les formes d'exploitation sexuelle. Pour ce faire, elle reprend la définition formulée à l'article 1^{er}, 1, de la décision-cadre du 19 juillet 2002 du Conseil de l'Union européenne relative à la lutte contre la traite des êtres humains.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

De huidige definitie van seksuele uitbuiting als vorm van mensenhandel, zoals uiteengezet in artikel 433*quinqüies*, § 1, 1°, is beperkt tot uitbuiting van kinderpornografie en prostitutie. De onderstaande wijziging strekt er toe deze definitie uit te breiden tot alle vormen van seksuele exploitatie. Daarvoor wordt de definitie overgenomen die in artikel 1, 1, van het kaderbesluit van 19 juli 2002 van de Raad van de Europese Unie inzake de bestrijding van mensenhandel wordt geformuleerd.

Nahima LANJRI (CD&V)
Leen DIERICK (CD&V)
Sonja BECQ (CD&V)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 433^{quinq}ies, § 1^{er}, du Code pénal, inséré par la loi du 10 août 2005, le 1^o est remplacé par ce qui suit:

“1^o d'exploiter la prostitution de cette personne ou de la soumettre à d'autres formes d'exploitation sexuelle, y compris la pornographie;”

26 juillet 2010

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 433^{quinq}ies, § 1, van het Strafwetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2005, wordt de bepaling onder 1^o vervangen als volgt:

“1^o de prostitutie van deze persoon te exploiteren, of met het oog op andere vormen van seksuele exploitatie, met inbegrip van pornografie;”

26 juli 2010

Nahima LANJRI (CD&V)
Leen DIERICK (CD&V)
Sonja BECQ (CD&V)